CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Lundi 02 novembre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

GOUVERNER UN ÉTAT : ALASSANE OUATTARA ENSEIGNE L'EXPERTISE

Du « miracle ivoirien » aux crises politiques, l'histoire du pays confirme qu'on peut gouverner avec des convictions, mais qu'on ne bâtit pas une nation sans expertise. À Genève, le Président Alassane Ouattara a réaffirmé son ambition de bâtir une Grande Côte d'Ivoire fondée sur la transformation locale des ressources, la création de valeur ajoutée et la compétitivité économique. Cette vision révèle une exigence fondamentale de la gouvernance : diriger un pays ne relève pas de la seule volonté politique, mais exige une connaissance approfondie des réalités, une compréhension des enjeux et une maîtrise des leviers de transformation. Cette exigence de maîtrise trouve un éclairage particulier dans le modèle des quatre étapes de l'apprentissage, qui distingue l'incompétence inconsciente, l'incompétence consciente, la compétence consciente et, enfin, la compétence inconsciente, stade où le savoir et l'expérience s'intègrent au point de rendre l'action presque intuitive. À travers ses discours et ses interventions, c'est précisément cette maturité de l'expertise qui semble se manifester : celle d'un dirigeant qui ne se contente pas de vouloir agir, mais sait pourquoi, comment et avec quels leviers transformer son pays.

CGECI ACADEMY 2026 : BEUGRÉ MAMBÉ APPELLE À RENFORCER L'INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN

La 14e édition de la CGECI Academy a refermé ses portes, le vendredi 30 octobre 2026, en présence du Premier Ministre, Robert Beugré Mambé. Avec comme thème « Capital humain, levier stratégique pour l'Afrique », cet événement de référence pour le développement des entreprises africaines a été, pendant deux jours, le cadre de réflexions autour de la formation des jeunes, du renforcement du financement, de l'Intelligence artificielle et de l'intégration des marchés, comme leviers de compétitivité des entreprises africaines. Et c'est à juste titre que le Chef de gouvernement, dans son discours de clôture, a appelé les entreprises à anticiper les compétences sur les cinq à quinze prochaines années en accordant davantage de chance aux jeunes pour les stages et les formations en alternance. « Dans un pays aussi jeune comme le nôtre, tout commence par la formation », a déclaré Robert Beugré Mambé. Aussi, a-t-il insisté sur la nécessité de renforcer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, de promouvoir l'apprentissage et l'alternance, d'accélérer le développement des compétences numériques, de favoriser la formation continue ainsi que l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes.

PROCÉDURES LÉGISLATIVES : LE SÉNAT ACCÉLÈRE LA FORMATION DE DIGITALISATION

Le processus de digitalisation des procédures législatives est en cours au Sénat. Pour permettre aux membres de la Chambre haute du Parlement de maîtriser les outils numériques en vue de traiter plus rapidement les projets et propositions de loi, les amendements et les différents dossiers soumis à leur examen, des sessions de formation par commission ont été organisées. Ces séances de mise à niveau, tenues du lundi 26 au vendredi 30 octobre, à la Permanence du Sénat, à la Riviera Attoban, ont eu lieu après les deux phases de renforcement des capacités des sénateurs qui se sont tenues à Yamoussoukro. Durant toute la semaine, les responsables des sept commissions permanentes de l'Institution ont été formés à l'utilisation des différentes plateformes numériques. Dans la note informative à notre disposition, il est indiqué que cette initiative illustre la volonté constante du Sénat de Côte d'Ivoire de poursuivre, sous l'impulsion de sa présidente, Kandia Camara, sa transformation numérique, au service d'une institution parlementaire plus moderne, performante et accessible.

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE 3 : NIALÉ KABA POSITIONNE LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DE SON PAYS

La Côte d'Ivoire veut faire entendre sa voix et défendre ses intérêts économiques dans le renforcement des relations entre la Russie et l'Afrique. C'est tout l'enjeu de la participation de Nialé Kaba, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, représentant le Président Alassane Ouattara, aux travaux du troisième sommet Russie-Afrique, les 28 et 29 octobre 2026, à Moscou. Au-delà de la dimension diplomatique de cette rencontre, Abidjan est concerné par les perspectives de coopération dans des secteurs essentiels à la transformation de son économie. Selon son profil Facebook, le mercredi 28 octobre 2026, au Centre d'exposition Gostiny Dvor, la cheffe de la diplomatie ivoirienne a pris part à la séance plénière du Forum économique et humanitaire Russie-Afrique, présidée par le Président russe, Vladimir Poutine. Les échanges ont porté sur le commerce, les investissements, l'énergie, les infrastructures, la sécurité alimentaire, les nouvelles technologies et le développement humain, positionnant ainsi les opportunités économiques de la Côte d'Ivoire lors de ce sommet.

CÔTE D'IVOIRE-TÜRKIYE : ADAMA DOSSO SALUE LE DYNAMISME DES RELATIONS BILATÉRALES

La coopération entre la Côte d'Ivoire et la Türkiye, consolidée au fil des années par des visites présidentielles réciproques, des accords bilatéraux et des initiatives dans plusieurs secteurs, devrait franchir une nouvelle étape avec la tenue de la première session de la Grande Commission mixte de coopération. À l'occasion de la célébration du 103e anniversaire de la proclamation de la République de Türkiye, le jeudi 29 octobre 2026, à Abidjan, le ministre délégué chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Adama Dosso, a réaffirmé l'engagement du gouvernement ivoirien à accueillir cette rencontre dans les meilleurs délais. « Je voudrais réaffirmer l'engagement de la Côte d'Ivoire à accueillir, dans les meilleurs délais, la première session de la Grande Commission mixte de coopération entre nos deux pays », a-t-il déclaré lors de la cérémonie organisée à la résidence de l'ambassadeur de Türkiye en Côte d'Ivoire, Son Excellence Mme Deniz Erdoğan Barım, à Abidjan-Cocody. Au nom du gouvernement ivoirien, le ministre délégué a salué la qualité des relations entre Abidjan et Ankara, fondées sur l'amitié, le respect mutuel et une ambition partagée de développement. La mise en place de cette instance bilatérale devrait permettre de structurer davantage le dialogue politique, de renforcer la concertation et d'assurer un meilleur suivi des projets communs.

Economie

SORTIE DE LA LISTE GRISE DU GAFI : COMMENT LA CÔTE D´IVOIRE A LAVÉ SON IMAGE

La Côte d'Ivoire tourne une page importante dans son combat contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Inscrit sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI), le 25 octobre 2024, le pays vient d'en être officiellement retiré, vendredi 30 octobre 2026, à l'issue de la session plénière de l'organisation tenue à Paris. Une décision qui vient consacrer deux années de réformes institutionnelles, législatives, réglementaires et opérationnelles. Les autorités ivoiriennes ont en effet engagé une série de réformes touchant aussi bien le cadre juridique que les mécanismes de contrôle et de répression. Le pays a notamment renforcé son arsenal législatif à travers l'adaptation du cadre communautaire de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Tous ces efforts ont permis à la Côte d'Ivoire de sortir de la liste grise du GAFI, lavant ainsi l'image du pays à l'international.

GAFI / SORTIE DE LA CÔTE D'IVOIRE DE LA LISTE GRISE : LES RETOMBÉES POUR L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE

La Côte d'Ivoire franchit une étape majeure dans la lutte contre la criminalité financière après son retrait de la liste grise du Groupe d´Action Financière (GAFI), où elle était inscrite depuis octobre 2024. L'annonce a été faite par Adama Coulibaly, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, à l'issue de la plénière du GAFI qui s'est tenu à Paris du 26 au 30 octobre 2026. En sortant de la liste grise, la Côte d'Ivoire redore ainsi son blason. À court terme, cela devrait faciliter ses flux de capitaux, moins de vérifications seront désormais nécessaires. Et par la même occasion, rassurer les investisseurs dont le

pays a besoin pour financer son Plan National de Développement 2026-2030. Pour le ministre Adama Coulibaly, « cette sortie de la liste grise n'est pas une fin en soi. Elle constitue, au contraire, un appel à faire davantage, à consolider les acquis et à continuer de travailler de façon active sur ce dossier », a-t-il souligné. Par ailleurs, l'accès direct au Registre du Commerce et du Commerce et du Crédit Mobilier et au Registre des bénéficiaires effectifs confirmé et exploité par les magistrats du Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF) a garanti la transparence des bénéficiaires effectifs et le démantèlement de circuits opaques de blanchiment de capitaux constitués de sociétés fictives ou écrans.

Fraternité Matin

LANCEMENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE : LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES DU CONTINENT ONT TROUVÉ LEUR FINANCIER

Quatre ans après son lancement, la Banque Africaine de l'Énergie (BAE) a tenu, samedi, à Abuja, sa première Assemblée générale des actionnaires. Portée par l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) et Afreximbank, l'institution, dotée d'un capital cible de 5 milliards de dollars, démarrera ses opérations, le 4 janvier 2027. « Jamais notre continent n'a eu entre ses mains les cartes maîtresses de son destin, comme c'est désormais le cas dans l'industrie pétrolière et énergétique ». En prononçant ces mots, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a donné le ton d'une journée que les ministres africains de l'Énergie présents ont qualifiée d'historique. Le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, président en exercice du Conseil des ministres de l'APPO, présidait la première Assemblée générale des actionnaires de la BAE. Plus de 95 % de l'actionnariat était représenté, selon le ministre nigérian des Ressources pétrolières, Heineken Lokpobiri. En clôturant les travaux, le ministre Sangafowa-Coulibaly a comparé la banque à un bébé, qui compte sur la participation active de chaque actionnaire pour grandir. Sa mission, a-t-il lancé à son premier président, ne sera accomplie que lorsqu'elle aura contribué à apporter l'énergie « au dernier Africain localisé sur le continent, au dernier kilomètre ».

L'inter

RÉGION DU PORO : JACQUES ASSAHORÉ MISE SUR LA RESTAURATION FORESTIÈRE ET LA LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL

Le ministre des Eaux et Forêts, Jacques Assahoré Konan, a effectué une visite de travail de deux jours dans la région du Poro, marquée par le lancement d'un programme de reboisement de 5 000 hectares dans la forêt classée de Badénou et un appel au renforcement de la lutte contre l'orpaillage illégal. De Nafoun à Korhogo, les 28 et 29 octobre 2026, le ministre a mis l'accent sur la restauration du couvert forestier, la protection des ressources en eau et la responsabilisation des acteurs publics et des communautés. Cette visite a ainsi mis en évidence la complémentarité entre la restauration des espaces dégradés et la prévention de nouvelles atteintes au patrimoine forestier. Pour les autorités, l'enjeu est désormais de pérenniser les plantations, de sécuriser les forêts classées et de préserver durablement les ressources naturelles. Le jeudi 29 octobre, à Nafoun, dans la sous-préfecture de M'Bengué, Jacques Assahoré Konan a présidé la cérémonie de lancement du programme de reboisement porté par la mine de Tongon et la Fondation Atlantic Group, en collaboration avec les services des Eaux et Forêts. Le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer un suivi rigoureux des plantations afin de garantir la survie des arbres. « Un reboisement réussi est celui dont les arbres poussent et vivent », a-t-il déclaré.

soirinfo

POLITIQUE NATIONALE DE POPULATION 2026-2035 : LE PROJET PROPOSÉ À LA CONCERTATION NATIONALE

Le professeur Loesse Jacques Esso, Directeur de cabinet, représentant le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba, a ouvert, le jeudi 29 octobre 2026, au Plateau, la concertation nationale consacrée à l'examen ultime du projet de Politique Nationale de Population (PNP) 2026-2035 et de son premier plan quinquennal de mise en œuvre 2026-2030. Organisée par le ministère du Plan et du Développement, à travers l'Office National de la Population (ONP), en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), cette rencontre a réuni 125 participants jusqu'au vendredi 30 octobre 2026. Elle visait à recueillir les dernières contributions nécessaires à la finalisation des deux projets de document, avant les procédures ultérieures d'adoption. L'enjeu est d'adapter la planification du développement aux évolutions démographiques du pays. Selon les données présentées à l'ouverture, la population ivoirienne, estimée à plus de 33 millions d'habitants, pourrait dépasser 36,5 millions en 2030 et atteindre plus de 40,5 millions en 2035. A en croire Pr Loesse Jacques Esso, la nouvelle politique est un instrument essentiel de planification, destiné à transformer « une démographie subie en une démographie maîtrisée au service du développement économique et social ».

NOUVELLE ÉCOLE DE POLICE DE KORHOGO : SATISFAIT, VAGONDO PRÉVOIT SA LIVRAISON DANS 6 MOIS

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, le général de corps d'armée Vagondo Diomandé, a exprimé, le vendredi 30 octobre 2026, à Korhogo, sa satisfaction après la visite du chantier de construction de l'École Nationale de Police de Korhogo, dont les travaux avancent à grands pas. Ledit chantier est situé sur le site du village de Kapélé, à environ 7 kilomètres de la ville de Korhogo, dans cette partie septentrionale de la Côte d'Ivoire. Au cours de cette visite de terrain, pour laquelle il était accompagné des responsables techniques et des représentants de l'entreprise chargée de l'exécution du projet, Vagondo Diomandé a salué le rythme d'exécution des travaux et a annoncé une livraison dans un délai d'environ six mois. « Les bâtiments prennent progressivement forme. Quatre ans après la pose de la première pierre, le projet affiche un taux de réalisation physique de près de 85 %. (…) Ce que je retiens de cette visite, c'est la satisfaction. Satisfaction parce que les travaux connaissent un rythme soutenu et que nous devons augurer des avenirs très rassurants », a-t-il déclaré, avant d´indiquer que la livraison du chantier se fera dans 6 mois.

YAMOUSSOUKRO : LA POPULATION SOLLICITÉE POUR LA RÉUSSITE DE L'OPÉRATION ÉPERVIER 12

À Yamoussoukro, comme partout sur l'étendue du territoire national, l'opération Épervier 12 a été lancée, le jeudi 29 octobre 2026, pour lutter contre la criminalité et les troubles à l'ordre public. Dans la capitale politique et administrative, la police nationale interviendra dans les cas de nuisances sonores, de regroupements intempestifs de personnes… Le préfet de police de Yamoussoukro, le commissaire divisionnaire major Blaise Bouadou Angbonon a appelé la population à une franche collaboration pour la réussite de cette 12e opération de la police nationale. Sous la présidence du préfet de région, préfet du département de Yamoussoukro, représenté par le Secrétaire général de préfecture, en présence des autorités administratives, politiques, traditionnelles et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Présentant les grandes orientations de l'opération, le préfet de police a indiqué qu'elle constitue un dispositif renforcé de prévention, de dissuasion et de répression de la criminalité et des comportements compromettant la sécurité collective.

MAN : ÉPERVIER 12 LANCÉ, PLUS DE 1 000 PERSONNES INTERPELLÉES EN 2026

La Police nationale a officiellement lancé, le jeudi 29 octobre 2026 à Man, l´opération Épervier 12. Cette nouvelle phase de sécurisation vise à intensifier la lutte contre la criminalité, les trafics illicites et toutes les atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans la région du Tonkpi. Cette opération intervient dans un contexte où il faut renforcer la prévention et la répression des actes qui troublent la tranquillité publique. Elle prend le relais de l´opération Vacances sécurisées 11, dont elle ambitionne de consolider les acquis. Représentant le maire de Man, Aboubakar Fofana, son premier adjoint, Ouattara Dramane, a salué l´engagement des autorités nationales pour le maintien de l´ordre et de la paix sociale. Selon lui, la sécurité est une condition indispensable au développement économique et à l´épanouissement des populations. Les statistiques présentées révèlent que 64 personnes ont été interpellées dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité et diverses infractions, 324,64 kg de cannabis ont été saisis dans la lutte contre les stupéfiants et 1 079 personnes ont été interpellées lors d´une opération de rafle.

SANTÉ MENTALE : LES ACTEURS APPELÉS À ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE 2026-2030

La Côte d'Ivoire veut faire de la santé mentale une priorité nationale. A l'issue du dialogue pays multisectoriel organisé, les 29 et 30 octobre 2026 à Abidjan-Plateau, le professeur Koua Médard, directeur coordonnateur du Programme National de Santé Mentale (PNSM), a appelé à une mobilisation collective pour accélérer la mise en œuvre de la feuille de route 2026-2030. Cette rencontre, préparatoire au 7e Sommet ministériel mondial sur la santé mentale, prévu en mars 2027 à Kigali, au Rwanda, a réuni les acteurs publics, les professionnels de santé, la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement autour des enjeux de prise en charge des troubles psychiques. Au nom du ministre de la Santé, Pierre Dimba, le professeur Koua Médard a annoncé l'intégration, dès 2027, des prestations de santé mentale au panier de soins de la Couverture Maladie Universelle (CMU). Une enveloppe de 4 milliards de FCFA sera également mobilisée pour renforcer la prévention, l'accès aux soins, la prise en

charge des personnes vulnérables et la disponibilité des médicaments spécifiques. Le gouvernement prévoit aussi d'intégrer davantage la santé mentale aux soins de santé primaires, notamment grâce au déploiement du programme MHGAP de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et au renforcement des compétences nationales.

JOURNÉE AFRICAINE DE LA JEUNESSE : TROIS DÉFIS IDENTIFIÉS

À l'occasion de la Journée Africaine de la Jeunesse, célébrée le dimanche 1er novembre 2026, le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, a présenté les avancées des politiques publiques en faveur des jeunes et les priorités du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ GOUV) 2026-2030. Trois enjeux ressortent de son intervention : garantir les droits des jeunes, renforcer leur participation à la vie publique et rapprocher la formation de l'emploi. Placée sous le thème « Célébrer deux décennies de progrès dans la promotion des droits, de la participation et du développement des jeunes en Afrique », cette édition marque les vingt ans de l'adoption de la Charte africaine de la jeunesse. Ce texte consacre notamment les droits des jeunes à l'éducation, à la formation, à l'emploi et à la participation à la vie de leurs communautés.

ASSAINISSEMENT RURAL : LE GOUVERNEMENT INTENSIFIE LA LUTTE CONTRE LA DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE

Dans le cadre de la politique nationale d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, le ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, Amédé Koffi Kouakou, accélère la sensibilisation à l'usage des latrines. Selon une note d'information du ministère, le 30 octobre, au siège du conseil régional du Hambol à Katiola, sa représentante et Directrice de l'Assainissement en milieu Rural (DAR), Yokoli Hélène Bragori, a prôné l'abandon définitif de la défécation à l'air libre. S'exprimant au nom du ministre, Yokoli Hélène Bragori a rappelé l'engagement du Président de la République, Alassane Ouattara, à mobiliser les financements nécessaires avec les partenaires au développement pour garantir un accès universel à l'eau potable et à un assainissement décent. Elle a toutefois souligné que ces investissements ne porteront leurs fruits que si les infrastructures mises à disposition sont effectivement adoptées. La directrice a mis en avant les risques sanitaires et environnementaux majeurs liés à la défécation dans la nature, notamment la pollution des points d'eau et la propagation des maladies. Pour la directrice, « le véritable défi ne réside pas seulement dans la construction des latrines, mais dans leur appropriation durable par les ménages ».

LUTTE CONTRE LES CANCERS EN CÔTE D´IVOIRE / DEPUIS AGBOVILLE : « ON EST FATIGUÉS DES FUNÉRAILLES », LE CRI DE CŒUR DE PIERRE DIMBA

C'est un message fort que le ministre de la Santé, de l´Hygiène publique et de la CMU, Pierre N´Gou Dimba, a lancé, le vendredi 30 octobre 2026, à Agboville. Devant des centaines de femmes et hommes de l´Agnéby-Tiassa, Pierre Dimba a clôturé « Octobre Rose » et lancé « Novembre Bleu » en brisant le tabou : le cancer se guérit en Côte d´Ivoire, avec une mammographie à 2 000 FCFA seulement. « Mieux vaut venir à l´hôpital quand on est en vie que de dépenser des millions à des funérailles », a affirmé le ministre, avant de lancer son cri de cœur : « On est fatigués des funérailles ». La directrice du Centre National d´Oncologie Médicale et de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO), prof. Judith Didi-Kouko Coulibaly, a donné le ton en trois messages d´espoir. « Votre engagement montre que la lutte contre le cancer est l´affaire de tous. Grâce à votre rigueur, Octobre Rose a été porté au plus haut niveau de l´État par le Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara », a-t-elle salué.

AGRITECH : L'UM6P, OCP AFRICA ET L'INP-HB S'UNISSENT

L'agriculture africaine amorce un nouveau tournant avec l'inauguration de la Digital Farming School (DFS), au Technopôle de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), à Yamoussoukro. Porté par l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) du Maroc, avec le soutien d'OCP Africa et en partenariat avec l'INP-HB, ce projet ambitionne de faire du numérique, de la formation et de l'innovation des leviers de modernisation des systèmes agricoles africains. Au cœur de cette initiative, l'UM6P assure l'impulsion académique et scientifique du projet, avec la volonté de développer des compétences africaines capables de concevoir des solutions technologiques adaptées aux réalités du continent. Pour son président, Hicham El Habti, cette démarche traduit une conviction : « L'Afrique doit faire confiance à

l'Afrique ». L'INP-HB, pour sa part, accueille cette infrastructure à Yamoussoukro et participe à l´ancrage de cette coopération dans l´environnement académique et scientifique ivoirien. Présidant la cérémonie, le ministre de l´Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Adama Diawara, a rappelé l´importance de la science, de la recherche et de l´innovation dans la transformation des économies africaines.

L'inter

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - UNIVERSITÉ JEAN LOROUGNON GUÉDÉ DE DALOA : PR KOUASSI YAO EDMOND MISE SUR LA RECHERCHE ET LA MOBILISATION COLLECTIVE

Nommé vice-président chargé de la Recherche, de l'Innovation technologique et des Relations extérieures de l'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) de Daloa, le Professeur Kouassi Yao Edmond a officiellement pris fonction, le vendredi 30 octobre 2026. Il a placé son mandat sous le signe de la gouvernance participative, de la valorisation du potentiel humain et de l'excellence scientifique. Une nouvelle étape s'est ouverte pour la vice-présidence chargée de la Recherche, de l'Innovation technologique et des Relations extérieures de l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa. Pour réussir sa mission, Pr Kouassi Yao Edmond entend fédérer l'ensemble de la communauté universitaire, notamment les enseignants-chercheurs, les personnels administratifs et techniques, les étudiants, les syndicats et les membres extérieurs du Conseil d'université. Il a annoncé une gestion fondée sur la concertation, la planification et une meilleure utilisation des ressources disponibles. « Il n'y aura jamais de ressources suffisantes ; mais il y aura toujours des femmes et des hommes capables de se mobiliser, de s'unir et de se fédérer autour d'une vision commune », a-t-il affirmé.

Sport

soirinfo

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE DE DAKAR 2026 : ADJÉ METCH SILAS ET MAMADOU TOURÉ APPORTENT LE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN AUX ATHLÈTES

La 4e édition des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) a ouvert ses portes, le samedi 31 octobre 2026, au stade Abdoulaye Wade de Diamniadio, à Dakar au Sénégal. Le ministre des Sports de la Côte d'Ivoire, Adjé Silas Metch, a pris part à la cérémonie d'ouverture en compagnie de Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique. Les deux membres du gouvernement sont allés apporter leur soutien à la délégation ivoirienne qui participe à ces jeux avec 12 athlètes en natation, taekwondo, athlétisme, escrime, tir à l'arc et basket-ball 3x3. La cérémonie d'ouverture a été rythmée par le défilé des délégations, des spectacles artistiques réunissant plusieurs participants et l'allumage de la vasque olympique. C'est la première fois de l'histoire qu'un pays africain accueille un évènement olympique. C'est donc une édition qui est portée par tous les pays africains autour du slogan « L'Afrique accueille, Dakar célèbre ». Poursuivant sa mission dans la capitale sénégalaise, la délégation des officiels ivoiriens a rencontré, le dimanche 1er novembre 2026, les athlètes engagés dans la compétition en vue de leur transmettre les encouragements du gouvernement ivoirien, avec sa tête le chef de l'État, Alassane Ouattara.

VU SUR LE NET

Politique

Educarriere.ci
Vous ne parlerez plus de Formation sans Emploi...

SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES : LA CÔTE D´IVOIRE ET LA SUISSE RENFORCENT LES CAPACITÉS DES POLICIERS EN DÉTECTION DE LA FRAUDE DOCUMENTAIRE

Dans le cadre du renforcement de la sécurité et de la gouvernance des frontières, des référents en fraude documentaire des postes de police frontières de Côte d´Ivoire ont bénéficié, du 26 au 30 octobre 2026 à Bouaké, d´une formation avancée pour renforcer l´efficacité des contrôles, tout en facilitant la circulation régulière des personnes. La formation a été organisée dans le cadre du projet "Gestion des frontières en Côte d´Ivoire – Phase 3", financé par la Confédération suisse, à travers son Secrétariat d´État aux migrations, et mis en œuvre par le Centre international pour le Développement des Politiques migratoires (ICMPD), en collaboration avec le ministère ivoirien de l´Intérieur et de la Sécurité. Issus des postes frontières terrestres de Noé, Takikro, Soko, Koguiénou, Laléraba, Pogo, Nigouni, Tiéfinzo, Gbéléban, Massala-Barala, Ohidougou, Sipilou, Gbapleu, Gbeunta et Pékan-Barrage, les policiers ont approfondi leurs compétences en contrôle et authentification des documents de voyage, détection des falsifications et

identification des fraudes documentaires. (Source : CICG)

Société

AMBASSADEUR LAMINE OUATTARA, DIRECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE : "LA PRÉSENCE IVOIRIENNE AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES S´EST PROGRESSIVEMENT AMÉLIORÉE CES DERNIÈRES ANNÉES"

Ayant pour mission de promouvoir et renforcer la présence ivoirienne dans les Organisations internationales, la Direction de la Fonction Publique internationale a réalisé d´importants résultats ces dernières années. Dans un entretien accordé au CICG, l´Ambassadeur Lamine Ouattara, Directeur de la Fonction Publique internationale au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a présenté le processus de candidature et les avantages d´intégrer la Fonction publique internationale. "La Direction de la Fonction Publique internationale a pour mission de promouvoir et de renforcer la présence ivoirienne dans les Organisations internationales", a-t-il indiqué, avant d´ajouter : "La présence ivoirienne au sein des Organisations internationales s´est progressivement améliorée depuis ces dernières années... On peut estimer à plus de 2 000 le nombre de nos compatriotes dans les Organisations internationales".

UNION AFRICAINE : LA CÔTE D´IVOIRE ÉLUE À LA DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENCE DU BUREAU DU CTS SUR L´ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

La Côte d´Ivoire a été élue, à la deuxième vice-présidence du Bureau du Comité Technique Spécialisé sur l'Égalité entre les Hommes et les Femmes et l´Autonomisation des Femmes (CTS-EHFAF) de l´Union africaine, lors de sa 11? session ordinaire, tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, le jeudi 29 octobre 2026. Conduite par la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Nassenéba Touré, la délégation ivoirienne a pris part à ces assises consacrées à l'autonomisation des femmes, à la promotion de leurs droits et au renforcement des mécanismes continentaux de suivi. Issue d'un processus de concertation entre les États membres de l'espace ouest-africain, l'élection de la Côte d'Ivoire traduit la volonté des pays de la CEDEAO de privilégier le dialogue, la solidarité et la recherche du consensus. « Cette élection est un honneur pour la Côte d'Ivoire, mais elle représente surtout une responsabilité », a déclaré Nassenéba Touré. Elle a indiqué que le mandat ivoirien s'articulera autour de trois principes : « l'action, la contribution et l'écoute », avec pour ambition de produire des résultats concrets pour les femmes et les filles africaines. (Source : CICG)

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ : LE GOUVERNEMENT RENFORCE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL

La Côte d'Ivoire dispose d'une riche biodiversité que le gouvernement veut préserver afin d'assurer un développement économique et social durable au bénéfice des populations. Le Conseil des ministres a adopté, le 9 septembre 2026, un décret portant création de la Réserve naturelle volontaire de la Société des caoutchoucs de Grand-Béréby (SOGB). Cette nouvelle aire protégée, abrite des espèces de flore endémiques ouest africaines et des espèces remarquables de faune. Elle est constituée de seize (16) îlots de forêts du domaine rural, d'une superficie d'environ 4 000 hectares, situés dans le complexe agro-industriel de la Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby, dans la sous-préfecture de Grand-Béréby, département de San Pedro. Ce décret s'inscrit dans la consolidation de l'action du gouvernement en matière de protection et de conservation de la diversité biologique. Avec ses forêts, ses fleuves et rivières, ses lagunes, ses zones humides, ses savanes, ses montagnes et ses espaces marins. Le pays veut faire des aires protégées de Côte d'Ivoire des sites à haute valeur touristique, capables de contribuer significativement au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. (Source : CICG)

Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels

@gouvciofficiel

+225 07 87 36 36 36

101 Allô Gouvernement — Centre d'appel du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions des Conseils des ministres, démarches administratives, actualité nationale.



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable